



# CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-GEORGE

## SÉANCE ORDINAIRE DU MERCREDI 31 MARS 2021

Le Conseil Communal s'est réuni le mercredi 31 mars 2021 à 20h00 en assemblée ordinaire, sous la présidence de Mme Mélanie Robellaz, avec l'ordre du jour suivant :

1. Appel
2. Démissions éventuelles
3. Adoption du procès-verbal de la séance du 09 décembre 2020
4. Retour de la Municipalité sur les questions posées lors du dernier conseil
5. Reprise de CAD (Chauffage à distance) par la SEFA (Société Électrique des Forces de l'Aubonne)
  - 5.1 – Préavis municipal no 01/2021
  - 5.2 – Rapport de la commission de gestion et finances
6. Achat du Moulin de Saint-George – Bienfonds 324
  - 6.1 – Préavis municipal no 02/2021
  - 6.2 – Rapport de la commission de gestion et finances
7. Projet et crédit d'étude sur la parcelle communale no 309
  - 7.1 – Préavis municipal no 03/2021
  - 7.2 – Rapport de la commission d'Urbanisme
  - 7.3 – Rapport de la commission de gestion et finances
8. Révision des statuts de l'Association intercommunale de l'Organisation Régionale de la Protection Civile du district de Nyon (ORPC)
  - 8.1 – Préavis municipal no 04/2021
  - 8.2 – Rapport de la commission ad'hoc pour la révision des statuts de l'ORPC
9. Retour des délégués aux Conseils Intercommunaux
10. Communications de la Municipalité et du Bureau du Conseil Communal
11. Propositions individuelles et divers

Mme Mélanie Robellaz, Présidente, ouvre la séance à 20h02 en souhaitant la bienvenue à toutes et à tous et rappelle la désinfection des mains et le port du masque obligatoire durant toute la séance.

### 1. Appel

38 membres sont présents, soit 90% du Conseil.

Excusé : Björn Ignell

Absents : François Germain, Muriel Mignot, Fritz Rupp

Votants : 37                                      unanimité : 37 voix                                      maj. absolue : 20 voix

Le quorum étant atteint, la Présidente déclare l'assemblée du Conseil Communal de Saint-George ouverte et implore la Bénédiction Divine sur les travaux de l'assemblée.

Mme Mélanie Robellaz, Présidente, félicite Mme Céline Etoupe, Municipale sortante, MM. Frédéric Rohrbach et Laurent Pasche, municipaux sortants, ainsi que MM. David Mignot et Michel Moreau, pour leur élection à la Municipalité pour la nouvelle législature.

Elle en fait de même pour les conseillères et conseillers sortants ainsi que les nouveaux membres élus au conseil communal pour la prochaine législature.

M. Michel Moreau aurait souhaité assister au conseil de ce soir. Malheureusement il n'a pas pu se joindre à nous car aucun public n'est autorisé à cause du COVID-19.

### 2. Démissions éventuelles

Aucune

### 3. Adoption du procès-verbal de la séance du 9 décembre 2020

Aucune modification n'étant demandée, le procès-verbal est mis au vote tel que rédigé.

37 votants :                      37 oui                      0 non                      0 abstention

Le procès-verbal est accepté à l'unanimité.

#### **4. Retour de la Municipalité sur les questions posées lors du dernier conseil**

Aucune intervention

#### **5. Reprise de CAD (Chauffage à distance) par la SEFA (Société Électrique des Forces de l'Aubonne)**

##### **5.1 Préavis municipal no 01/2021**

Mme la Présidente donne la parole à M. Alain Domenig, Syndic, pour lire la conclusion du préavis municipal no 01/2021, Reprise de CAD par la SEFA.

Gérer un CAD demande des connaissances techniques et financières qu'une commune seule ne peut garantir, sur le long terme, sans investir dans la formation et les technologies les plus modernes. C'est une structure lourde et le risque financier de peser sur le ménage communal est trop élevé pour les 10 prochaines années. Seul un fournisseur d'énergie tel que la SEFA peut acquérir et rentabiliser de telles structures. La SEFA est un vrai partenaire avec un ancrage régional, garant de l'utilisation de nos ressources forestières. Toutes les communes membres du Groupement Forestier de la Saubrette sont membres de la SEFA. Des projets concrets ne pourraient être réalisés sans son soutien, par exemple : la pose de bornes de recharges électriques sur la place de la Poste, un investissement important d'une unité de production de Biogaz ainsi que des projets en cours d'élaboration comme la pose de panneaux photovoltaïques sur nos toits en commençant par le secteur des Vernes.

La Municipalité est convaincue d'avoir trouvé la bonne institution pour le futur de notre installation tout en garantissant l'utilisation d'une énergie et d'une filière de notre forêt des plus écologiques. Il faut saisir cette opportunité qui permet de ne pas mettre en danger les futurs investissements communaux.

##### **5.2 Rapport de la commission de gestion et finances**

Mme Michèle Rüffenacht donne lecture de la conclusion du rapport de la Commission de gestion et finances concernant le préavis municipal n°01/2021, Reprise de CAD par la SEFA.

La Commission estime opportun, une solution permettant de réduire le risque financier à l'exploitation du CAD et d'en professionnaliser la gestion. D'une manière plus pragmatique, la commission pense adéquat de prendre une telle décision, aujourd'hui, sans attendre de nouveaux frais importants sur l'installation. Sur le plan financier, elle propose d'autoriser la Municipalité de céder les infrastructures du CAD à la SEFA, tout en obtenant des garanties d'approvisionnement en bois local à un prix recouvrant au minimum les frais d'exploitation ainsi que la garantie que le système de chauffage à plaquette forestières soit maintenu. Elle est favorable à la création d'une société conjointe ayant un droit de regard et d'influence sur les orientations stratégiques de l'exploitation du CAD. Elle est très favorable à la mise à disposition du fond bâti à la nouvelle société ainsi qu'au remboursement des emprunts et à la mise en réserve du solde pour des investissements futurs. Elle demande au Conseil communal d'approuver le préavis n°01/2021 tel que présenté.

Le préavis a été étudié de manière approfondie. La Commission remercie M. Alain Domenig, Syndic, pour ses explications et ses réponses aux très nombreuses questions soulevées.

La parole est donnée aux conseillers et conseillères:

M. Jean-Charles Terry aimerait s'assurer que le fournisseur garantisse le prix des plaquettes dans le futur, sans une explosion des coûts.

M. le Syndic confirme que, dans les discussions avec le groupement forestier, le sujet a été abordé et discuté. Le prix sera garanti dans les statuts de la nouvelle association. Il faut souligner que tous les actionnaires sont membres du groupement. Il y a une excellente synergie. Mais il est impossible de se prononcer sur le long terme. Il y a une réelle volonté de partenariat.

M. Olivier Fallet aimerait connaître le prix au KWH en comparaison des autres énergies tel que le mazout.

M. Alain Domenig, Syndic, explique que ce système de chauffage a toujours été plus cher que le mazout, 6 à 7 centimes de plus au KWH. La chaleur est bien distribuée. C'est une énergie locale et on ne peut qu'en être fier. La moyenne du coût de notre installation est inférieure à celles des autres communes possédant un CAD. A l'époque de sa création on pensait que les prix du pétrole allaient flamber ce qui n'a pas été le cas.



M. Frédéric Oulevey complète en informant que la loi sur le CO2 va bientôt être votée. Il souligne que les énergies renouvelables, telles que celle produite par le CAD, ne seront pas taxées, ce qui n'est pas le cas du chauffage à mazout ou du chauffage électrique. Le chauffage à bois sera de ce fait à plus ou moins long terme moins cher.

M. Julien Kronegg exprime son incompréhension en ce qui concerne cette vente. Il trouve que tous les investissements réalisés, jusqu'ici, pour acheter et maintenir le CAD en bon état, ont été probants. D'autre part le futur acheteur, pour le rentabiliser et faire des bénéfices, augmentera les prix. Pourquoi privatiser ce dernier et le céder à un prix si bas ? Ne pourrait-on pas le garder, confier l'entretien à des professionnels et en garder les bénéfices ?

Monsieur Alain Domenig explique que la gestion d'un CAD demande des compétences techniques et financières que la commune n'est pas en mesure d'assumer. D'autre part, l'engagement d'une société pour l'entretien a un coût non négligeable ce qui remettrait en question l'équilibre financier du CAD. C'est pour éviter un tel risque financier que la commune propose la reprise du CAD par la SEFA. Ce n'est pas une privatisation puisque cette société compte toutes les communes de la région parmi ses actionnaires. En 2017, La Romande Énergie avait proposé Frs 1'000'000.00 pour le rachat, la SEFA propose Frs. 2'000'000.00. D'autre part cette action permettrait d'amortir d'un coup la chaufferie qui resterait toutefois en possession de la commune. Cette dernière ne dégage pas assez de cash pour faire face à d'éventuels problèmes. C'est pourquoi elle a cherché un partenaire local pour le CAD, tout en ayant un regard sur son installation et son fonctionnement. Le prix fixé est bas, mais ce n'est pas un bien immobilier et il est peu probable de faire une plus-value sur un tel bien.

M. Zeljko Bosnjak, Municipal, donne un complément technique en rapport avec les propos ci-dessus. L'engagement d'une société pour l'entretien aurait des coûts exorbitants, impossibles à envisager, car ils mettraient à mal le bilan financier. Plusieurs sociétés suisses allemandes ont aussi pris contact pour l'achat du CAD. Pour ces dernières, c'était une capitalisation, ayant pour but de rentabiliser leur investissement. La SEFA est une société locale qui s'impose le devoir de fournir de l'énergie verte. Ce n'est pas une capitalisation pure et dure, mais ce n'est pas non plus du mécénat. Ils ont prévu un taux de rendement de 3%. Actuellement, l'entretien de base est fait par les employés communaux. Ils ne peuvent pas faire l'entretien technique.

M. Amaury Annen précise que la matière première, le bois en l'occurrence, est meilleur marché que le mazout, mais c'est toute l'infrastructure qui en découle et sa gestion qui sont plus chères. Une commune ne peut pas garantir la gestion d'un CAD et fournir la chaleur 24/24H pour des privés.

M. Fallet est convaincu du bienfondé du chauffage à bois et du CAD. Il aimerait connaître :

1° le pouvoir décisionnel de la commune dans cette nouvelle société et les conditions contractuelles liées à cette vente.

2° le prix de vente du KWH pour pouvoir le garder.

Réponses du Syndic :

1° La commune ne sera pas majoritaire, elle n'aura que 10% des parts de cette nouvelle société. Elle aura un administrateur sur les cinq que comptera le conseil d'administration. Celui-ci aura une vision sur tout ce qui se passe au CAD et pourra participer à toutes les séances. La municipalité n'abandonnera pas la gestion du CAD et elle veut avoir son mot à dire. C'est une garantie obtenue dans les négociations. Il faudra rester attentif et participer aux décisions. Elle pourrait même aller plus loin en intervenant auprès des autres actionnaires.

2° Les estimations ont été faites au niveau de la maintenance et aucun calcul n'a été fait pour le prix du KWH. On voit des CAD qui sont entre 19 et 19.5 cts TVA incluse.

M. Frédéric Oulevey, qui fût membre de la commission du conseil général qui a mis sur pied le projet du CAD, rappelle, qu'à l'origine, cette dernière avait déjà émis l'idée d'un partenariat avec une entreprise d'énergie. Effectivement, la gestion, l'entretien, ainsi que la maintenance d'une telle infrastructure leur paraissait déjà trop lourde pour être à la seule charge de notre petite commune. Pour diverses raisons ça ne s'est pas fait. C'est une chance que la commune ait réussi à mener à bien ce projet et à s'en occuper jusqu'à aujourd'hui. C'est le bon moment pour passer la main, car le CAD pourra prendre un nouvel essor. Il pourra se développer, chose impossible pour la commune, faute de moyens. La nouvelle société pourra valoriser les énergies

renouvelables. Une autre dynamique financière sera mise en place. Par cette cessation, on rejoint ici le préavis de base.

M. Zeljko Bosnjak, Municipal, précise que le CAD n'a que dix ans. Dans les années à venir, des pièces maîtresses, au coût très élevé, devront être changées. La commune ne pourra pas y faire face. Il ne faut pas renoncer à ce partenariat vert, car c'est une opportunité pour la commune. Elle implique une amélioration du CAD, l'installation de panneaux solaires sur certains bâtiments communaux telle la salle polyvalente, la création de bornes pour la recharge de voitures électriques. Elle assure une nouvelle aire.

M. Pascal Dubos aimerait connaître le coût du bois utilisé par le CAD sur une année.

M. le Syndic indique que la matière première représente les 33% du chiffre d'affaire annuel. Au départ chaque commune produisait ses plaquettes et réalisait un petit bénéfice. Ces sommes ont été utilisées pour le CAD. Maintenant, c'est le groupement forestier de la Saubrette qui s'en occupe donc la commune ne réalise plus de bénéfice.

M. Cyrille Hibert voudrait savoir si Saint-George est un cas particulier. Y aurait-il aussi des partenariats mis en place dans d'autres communes ?

M. Le Syndic précise que ce n'est malheureusement pas le seul cas. Saint-George n'est pas un cas particulier. D'autres CAD ont plus mal fini. Par exemple, Longirod et Burtigny qui ont cédé leur CAD sans rien toucher. Burtigny a même dû payer. Bassins a aussi été repris par la Romande Énergie tout comme Longirod. Certaines communes ont instauré un système mixte, bois/mazout.

M. Fallet se questionne sur l'avenir de ces installations. Pour survivre devront-elles augmenter leurs prix ou sont-elles vouées à s'arrêter de fonctionner ? La SEFA devra elle aussi faire face à tous ces frais.

M. le Syndic explique qu'à l'origine la production d'électricité fournie par le barrage sur l'Aubonne servait à faire fonctionner le tram Abonne – Gimel. La SEFA s'est beaucoup diversifiée et elle a les reins solides. Elle a les compétences pour fournir de l'énergie sans faire exploser les coûts.

M. Cyrille Hibert demande quel pourcentage d'énergie, produite par le CAD, est utilisé. Peut-on alimenter de nouveaux bâtiments ?

Actuellement, la chaudière fonctionne à sa capacité maximale, explique M. Zeljko Bosnjak. La réserve est suffisante pour servir tous les bâtiments se trouvant dans le périmètre central du village. Les nouvelles constructions, comme le projet proposé dans un des préavis suivants, ainsi que d'éventuelles transformations ou restaurations de logements pourront aussi être desservis par le CAD. Il y a une certaine marge de manœuvre. Toutefois, on ne peut pas s'étendre au-delà de ce périmètre.

La parole n'étant plus demandée, Madame la Présidente met au vote le préavis municipal n° 01/2021, Reprise de CAD (Chauffage à distance) par la SEFA (Société Électrique des Forces de l'Aubonne)

Le Préavis 01/2021 est approuvé comme suit :

Votants : 37                      Oui : 35                      Non : 1                      Abstention : 1

#### **Le Conseil communal de Saint-George**

- vu le préavis municipal n° 01/2021;
- entendu le rapport de la commission de gestion et finances;
- considérant que cet objet est porté à l'ordre du jour

#### **décide à la majorité absolue**

- d'autoriser la Municipalité de céder l'ensemble des infrastructures du CAD à la SEFA – Société Électrique des Forces de l'Aubonne pour la somme de Frs 2'000'000.00;
- de participer à hauteur de 10% à la nouvelle société ainsi créée conjointement avec la SEFA en achetant des actions pour Frs 50'000.00 pour en assurer son exploitation et sa commercialisation ;
- de participer étroitement avec la SEFA pour la sauvegarde des intérêts de son patrimoine forestier et l'apport d'énergie dans ses bâtiments et aux clients privés de celle-ci ;
- de rester propriétaire du fond bâti soit, du local chaufferie et des silos à plaquettes forestières et de donner à la nouvelle société, une servitude d'utilisation et d'accès ;

• de rembourser les emprunts bancaires, contractés pour la mise en œuvre du CAD, au 30 juin 2021.

• d'attribuer le solde au compte 9282.930, Réserve pour investissements et travaux futurs.

Accepté en séance ordinaire de la Municipalité le 16 février 2021 pour être soumis au Conseil communal de Saint-George le 31 mars 2021.

M. le Syndic remercie l'Assemblée pour la confiance exprimée par ce vote. C'est une bouffée d'oxygène pour les années à venir, autant pour la commune que pour sa future municipalité. Cette décision pouvant faire l'objet d'un référendum un délai de 21 jours s'impose avant son application.

## **6. Achat du Moulin de Saint -George – Bienfonds 324**

M. Valentin Piaget se retire des délibérations étant lui-même directement concerné par ce projet.

### **6.1 Préavis municipal no 02/2021**

Mme Mélanie Robellaz, Présidente, donne la parole à M. Alain Domenig, Syndic, pour la lecture de la conclusion du préavis municipal no 02/2021, Achat du Moulin de Saint-George – Bienfonds 324.

Il faut relever que l'acquisition de ce bien-fonds est une occasion unique de sauvegarder ce patrimoine et d'y développer une activité, permettant à d'autres acteurs économiques et culturels de la Commune, de profiter de la venue de nombreux visiteurs et de la promotion ainsi faite autour de ce Moulin.

### **6.2 Rapport de la commission de gestion et finances**

M. Pascal Capon, rapporteur de la Commission de gestion et finances, donne lecture de la conclusion du rapport concernant le préavis municipal n° 02/2021, Achat du Moulin de Saint-George – Bienfonds 324. Cette dernière demande au Conseil communal d'accepter le préavis municipal tel que proposé.

Mme Mélanie Robellaz, Présidente, met ce point en discussion.

M. Olivier Fallet aimerait plus d'informations sur les deux points suivants :

1° Le loyer annuel de l'appartement de 302 m<sup>2</sup> dont le montant, qui s'élève à Frs 20'400.00, lui semble peu élevé.

2° Le délai de 3 ans pour le remboursement de l'emprunt.

M. le syndic précise que l'appartement est vieillot et aurait besoin d'un sérieux rafraîchissement. Le locataire actuel va rester dans les lieux en l'état, ce qui explique le loyer modéré. Pour ce qui est du délai de remboursement, les taux d'intérêts sont négatifs. La commune étant un client qui ne peut pas se volatiliser, la banque lui fait une offre à 0% pendant 3 ans sans apport financier. C'est un bon investissement. On sauvegarde le patrimoine communal avec en sus un logement. Il faut trouver des financements extérieurs pour entretenir un tel bâtiment.

M. Pascal Dubos demande si la commune a fait une évaluation du montant des travaux à entreprendre car la toiture et les fenêtres sont en mauvais état et devront être changés. Ne pourrait-on pas attendre la prochaine législature en mandatant une commission pour étudier ce projet. Y a-t-il une urgence pour prendre cette décision ?

M. le Syndic indique qu'un montant de Frs 11'000 est prévu à cet effet, dans le préavis, pour les frais d'étude dont Frs 5'500 seront pris en charge par la région. Le bâtiment ne va pas s'écrouler du jour au lendemain. Des travaux devront être réalisés, c'est certain, mais pas dans l'immédiat. Ce bâtiment a un grand potentiel qui pourrait être exploité et rentabilisé en créant des espaces dans la partie non utilisée par le musée. C'est une occasion à saisir de sauvegarder un patrimoine communal sans trop de risques financiers. La rénovation a un coût certain mais le financement de celle-ci se fera grâce à des apports externes. Le temps presse, car les propriétaires actuels veulent vendre dans les plus brefs délais. Le bâtiment pourrait passer dans des mains étrangères à la commune sans aucune garantie de sauvegarde de ce patrimoine communal et de son musée.

M. Philippe Germain, Vice-Président de la Fondation du Moulin, partage ces craintes de voir disparaître le musée en cas d'acquisition de ce bien par un privé. La Fondation ne va pas demander de transformations. Elle entretient et souhaite garder le musée en l'état. Elle souhaite que la commune devienne propriétaire de ce bâtiment historique, car elle doit mettre en valeur son patrimoine. Il félicite la municipalité d'avoir pris en main ce problème.

M. David Mignot a eu l'occasion de voir l'appartement et l'a trouvé encore en bon état.



Mme Yolande Morand-Conne demande si la mise en place d'une commission pour trouver des fonds est envisagée.

M. le Syndic explique qu'une Fondation sera créée. Elle aura pour but de rechercher des fonds permettant de fournir un loyer à la commune. Celui-ci servira à couvrir l'investissement d'une part ainsi que l'entretien, la promotion et le développement du Moulin de l'autre. Le Comité de la Fondation sera composé de 5 membres minimum. Un membre de droit, provenant de l'exécutif, et un autre représentant le législatif y siégeront en permanence.

La parole n'étant plus demandée, Mme la Présidente met au vote le préavis municipal n° 02/2021, Achat du Moulin de Saint-George – Bienfonds 324.

Le Préavis 02/2021 est approuvé comme suit :

Votants : 37                      Oui : 36                      Non : 0                      Abstention : 1 (M. Piaget)

### **Le Conseil communal de Saint-George**

- vu le préavis municipal No 02/ 2021;
- entendu le rapport de la commission de gestion et des finances;
- considérant que cet objet est porté à l'ordre du jour  
**décide à la majorité absolue**
  - d'autoriser la Municipalité d'acquérir le bienfonds 324 composé de la parcelle 324, d'une surface de 5'680 m<sup>2</sup> avec un plan d'eau et un Moulin historique.
  - de financer la totalité de cet achat de Frs 750'000.00 par l'emprunt auprès d'un organisme financier au meilleur taux.
  - de commencer son remboursement la quatrième année pour cumuler le loyer du locataire de l'appartement sur un compte affecté uniquement sur ce bien-fonds, soit la somme de Frs 20'400.00 annuelle x 3 ans = Frs 61'200.00, moins les intérêts.

Accepté en séance ordinaire de la Municipalité du 9 mars 2021 pour être soumis au Conseil communal de Saint-George le 31 mars 2021.

### **7. Projet et crédit d'étude sur la parcelle communale no 309**

#### **7.1 – Préavis municipal no 03/2021**

Mme Mélanie Robellaz, Présidente, donne la parole à M. Alain Domenig, Syndic, pour la lecture de la conclusion du préavis municipal no 03/2021, Projet et crédit d'étude sur la parcelle communale no 309. Le moment est venu d'investir sur cette parcelle et de proposer à nos aînés et à nos jeunes, souhaitant rester dans notre beau village, une solution économique et rentable pour la commune. La solution retenue, de financer ces logements par la valorisation de cette parcelle et par la vente d'appartements de plus grandes surfaces, permettant d'accueillir de nouvelles familles, ne peut être que profitable au ménage communal. Des loyers seront encaissés sur les appartements restants.

#### **7.2 – Rapport de la commission d'Urbanisme**

M. Olivier Fallet, rapporteur de la Commission d'Urbanisme, donne lecture de la conclusion du rapport concernant le préavis municipal n° 03/2021, Projet et crédit d'étude sur la parcelle communale no 309. Si le PGA était soumis au canton sans projet de construction sur la parcelle 309, cette dernière serait sans doute déclassée en terrain agricole, privant la commune de la possibilité de valoriser cette parcelle dans le futur.

#### **7.3 – Rapport de la commission de gestion et finances**

M. Amaury Annen, rapporteur de la Commission de gestion et finances, donne lecture de la conclusion du rapport concernant le préavis municipal n° 03/2021, Projet et crédit d'étude sur la parcelle communale no 309. Cette dernière demande au Conseil communal d'accepter le préavis municipal tel que présenté.

Mme Mélanie Robellaz, Présidente, met ce point en discussion.

M. Daniel Mignot précise que ce lieu-dit s'appelle, sauf erreur de sa part, la « Léchaire ».

M. Rémy Laffely voudrait avoir des précisions concernant ce projet intergénérationnel. La Municipalité va-t-elle construire, vendre ou louer des appartements ? Va-t-elle gérer les locations et choisir les personnes qui vont y vivre, octroyant la priorité aux habitants de la commune ?

330 M. le Syndic confirme que c'est bien la Municipalité qui va gérer ce projet de bout en bout. Il y aura  
 331 un règlement de coopérative qui déterminera les critères pour pouvoir acquérir ou louer un  
 332 appartement. Les plus grands appartements seront pour les familles et les plus petits pour les  
 333 aînés et les jeunes, afin qu'ils puissent rester à Saint-George. Ce ne sera pas une coopérative,  
 334 mais la construction sera gérée par un règlement de coopérative.

335 M. Pascal Dubos aimerait savoir si le cas de figure des Chamois pourrait se reproduire, avec des  
 336 oppositions à répétitions, mettant un frein à la concrétisation du projet.

337 M. le Syndic souligne que c'est le risque de toute construction. Un délai de trois ans a été fixé, en  
 338 tenant compte de l'entrée en vigueur du PGA. Il faut se battre pour maintenir cette parcelle en  
 339 zone à bâtir. Mais on ne peut pas garantir qu'il n'y aura pas d'opposition.

340 M. Zeljko Bosnjak souligne que laisser cette parcelle sans rien faire représenterait une perte sèche  
 341 pour la commune.

342 M. Amaury Annen fait remarquer que le conseil doit voter un crédit d'étude permettant à la  
 343 Municipalité de présenter un projet de construction permettant de bloquer cette parcelle. Les  
 344 appartements seront destinés à des familles, des jeunes et des aînés du village en fonction d'un  
 345 règlement de coopérative. La Municipalité devra soumettre ensuite son étude au Conseil qui  
 346 décidera de la suite à donner à ce projet.

347 M. Laurent Pasche, Municipal, signale que le PGA et le règlement de police des bâtiments sont  
 348 prêts à être présentés au canton. Cette parcelle ainsi que le projet figureront dans le plan général  
 349 d'affectation (PGA), si le Conseil approuve ce soir le préavis.

350 M. Cyrille Hibert aimerait savoir si un montage similaire aurait pu se faire sur le terrain des  
 351 Chamois.

352 M. Laurent Pasche, Municipal, répond qu'il n'y a pas de comparaison possible. Les premières  
 353 constructions ont vu le jour, il y a de cela 10 à 15 ans. A ce moment-là, il n'y avait pas les mêmes  
 354 restrictions au niveau du canton.

355 M. Zeljko Bosnjak, Municipal des constructions à ce moment-là, fournit un complément  
 356 d'information sur les Chamois. C'est une autre problématique, car aujourd'hui l'objectif de la  
 357 commune est de s'assurer la création d'un patrimoine à l'intention des jeunes, des aînés et des  
 358 familles pour qu'elles puissent rester au village. Au Chamois, on ne pouvait pas construire  
 359 d'immeuble car le terrain se trouvait dans un quartier résidentiel. A ce moment-là, on serait devenu  
 360 promoteur et ce n'est pas le but d'une commune.

361 La parole n'étant plus demandée, Madame la Présidente met au vote le préavis municipal n°  
 362 03/2021, Projet et crédit d'étude sur la parcelle communale no 309.

363 Le Préavis 03/2021 est approuvé comme suit :

364 Votants : 37                      Oui : 36                      Non : 0                      Abstentions : 1

365 M. Alain Domenig remercie l'assemblée pour l'acceptation des trois projets présentés et de  
 366 donner ainsi un bel avenir à la commune.

367

368 Le Conseil communal de Saint-George

369 • vu le préavis municipal No 03/2021 ;

370 • vu le rapport de la commission d'urbanisme ;

371 • vu le rapport de la commission de gestion et des finances ;

372 • considérant que cet objet est porté à l'ordre du jour

373 **décide à la majorité absolue**

374 • d'autoriser la Municipalité de construire sur la parcelle 309 des immeubles en PPE pour un tiers  
 375 destinés à la vente afin de financer les autres logements destinés à la location, en priorité aux  
 376 habitants et habitantes de notre Commune, ceci dans les 3 prochaines années à compter de la  
 377 date d'acceptation de ce préavis No 03/2021.

378 Cette autorisation de construire est conditionnée à l'approbation du Conseil communal d'un  
 379 projet de construction et de futurs crédits pour tout investissement sur cette parcelle.

380 • d'autoriser la Municipalité à prendre sur le compte courant de la Caisse d'Epargne d'Aubonne  
 381 et d'engager au fur et à mesure selon les besoins, une somme maximale de CHF 60'000.00  
 382 nécessaire au crédit d'étude de ce projet.

383 Accepté en séance ordinaire de la Municipalité du 9 mars 2021 pour être soumis au Conseil  
 384 communal de Saint-George le 31 mars 2021.

## 8. Révision des statuts de l'Association intercommunale de l'Organisation Régionale de la Protection Civile du district de Nyon (ORPC)

### 8.1 – Préavis municipal no 04/2021

Mme Mélanie Robellaz, Présidente, donne la parole à M. Laurent Pasche, Municipal, pour la lecture de la conclusion du préavis municipal no 04/2021, Révision des statuts de l'Association intercommunale de l'Organisation Régionale de la Protection Civile du district de Nyon (ORPC). Il est nécessaire d'adapter les statuts de l'association intercommunale de l'ORPC du district de Nyon afin de répondre aux nouvelles législations vaudoises (LVLPCi - Loi d'exécution de la législation fédérale sur la protection civile du 1.12.1995 mise à jour le 01.02.2015) et Fédérale (LPPCI – Loi sur la protection de la population de 2002 mise à jour le 1er janvier 2017). Cette révision apporte un outil plus performant qui répondra encore mieux aux besoins de l'association et aux nouvelles responsabilités qu'assume aujourd'hui l'ORPC – District de Nyon. Le Conseil communal ne peut amender le projet de révision des statuts et ne peut donc qu'accepter ou refuser la révision. Le préavis doit être accepté à l'unanimité des communes-membres.

### 8.2 – Rapport de la commission ad'hoc pour la révision des statuts de l'ORPC

M. David Mignot, rapporteur de la Commission ad'hoc, donne lecture de la conclusion du rapport concernant le préavis municipal n° 04/2021, Révision des statuts de l'Association intercommunale de l'Organisation Régionale de la Protection Civile du district de Nyon (ORPC). Cette dernière demande au Conseil communal d'accepter le préavis municipal tel que présenté. Les modifications des statuts n'ont pas d'impact fondamental sur notre commune mis à part le plafond d'endettement fixé à Frs 3'000'0000 qui pourrait augmenter la dette ORPC par habitant passant de Frs 10 à 30 uniquement en cas de faillite.

Mme Mélanie Robellaz, Présidente, met ce point en discussion.

M. Valentin Piaget aimerait savoir si l'information sur l'organisation de la Protection civile sera meilleure. Actuellement, on ne sait pas trop ce qu'elle fait.

M. Laurent Pasche relatera lui-même les informations à l'avenir.

La parole n'étant plus demandée, Madame la Présidente met au vote le préavis municipal n° 04/2021, Révision des statuts de l'Association intercommunale de l'Organisation Régionale de la Protection Civile du district de Nyon (ORPC).

Le Préavis 04/2021 est approuvé comme suit :

Votants : 37                      Oui : 37                      Non : 0                      Abstentions : 0

### Le Conseil communal de Saint-George

- vu le préavis de la Municipalité N° 04/2021;
- entendu le rapport de la commission ad hoc chargée de son étude;
- considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

#### décide à l'unanimité

- d'accepter le préavis N° 04/2021 et d'approuver la révision des statuts de l'Association intercommunale de l'Organisation Régionale de la Protection Civile du district de Nyon (ORPC).  
Accepté en séance de Municipalité du 02 mars 2021, pour être soumis au Conseil communal de Saint-George le 31 mars 2021.

## 9. Retour des délégués aux Conseils Intercommunaux

Mme Mélanie Robellaz, Présidente, passe la parole à M. Cyrille Hibert, délégué DISREN, pour son rapport.

Deux préavis ont été approuvés :

- Un crédit de Frs 316'216.00 pour le soutien au fonctionnement du réseau Vélo Libre-Service.
- L'acquisition d'un système de vote électronique pour le Conseil Intercommunal pour un montant de Frs 19'000.00 ainsi qu'un montant de Frs 2'000.00 alloué chaque année.

A venir :

Préavis n° 64-2021 : « Approbation du projet d'agglomération Grand Genève de 4<sup>ème</sup> génération ».



Préavis n° 65-2021 - DISREN : « Réalisation de la deuxième phase d'aménagement du col de la Givrine (parkings, abords, accès) » pour un montant de Frs 1'134'659.00

Préavis n° 66 – 2021 – DISREN : « Demande de crédit de Frs 312'352.00 TTC pour le réaménagement de la plateforme de la gare de Rolle ».

M. Alain Domenig a assisté à cette assemblée. L'ambiance était meilleure. Les tensions avaient disparu. Quant au système de vote électronique utilisé tout au long de la soirée, il a été très performant.

## **10. Communications de la Municipalité et du Bureau du Conseil Communal**

### **MUNICIPALITE**

#### **M. Laurent Pasche**

Les Chamois : la convention a été signée par tout le monde. Vente finalisée à 98%. Actuellement le Tribunal cantonal a suspendu les oppositions jusqu'au 31 mai. Il reste les servitudes à signer chez le notaire.

Au village : Les affiches anti-bruit ont été mises en place à des points stratégiques à l'intérieur du village. Les affiches homologuées ont été commandées.

#### **M. Zeljko Bosnjak**

L'armée a pris ses quartiers à la salle polyvalente ainsi que dans les abris PC. C'est une bonne rentabilisation des sous-sols, du foyer et de la cuisine, dans laquelle un steamer a été installé. On peut ainsi encaisser un loyer, chose qui ne sait pas produire depuis une année, à cause des mesures COVID-19. Une deuxième location aura lieu en juin. C'est un apport financier non négligeable.

#### **M. Frédéric Rohrbach**

Création d'un Parcours Vita à Saint-George :

Suite au courrier d'un habitant de la commune, reçu l'automne dernier, plusieurs rencontres ont eu lieu. Un parcours de 2.5 km, avec un dénivelé de 50 m, partant du Centre des Vernes en direction de Longirod, a pu être établi. L'accord de la commune de Longirod a été obtenu. Le garde forestier, M. Quentin Mayer, a demandé un dossier détaillé avant de se positionner. Une prise de contact avec la Zurich Assurance, qui finance ces parcours Vita, a eu lieu. Un descriptif des différents postes a été réalisé. Avec M. Stéphane Orsier, initiateur du projet, ils iront présenter le dossier finalisé à M. Quentin Mayer, afin d'obtenir l'autorisation de mettre sur pieds ce parcours vita.

Il remercie l'assemblée pour la confiance témoignée à la nouvelle municipalité lors des dernières élections. Les trois municipaux sortants ayant été réélus.

Les Municipaux pour la législature 2021-2025 sont :

MM David Mignot – Laurent Pasche - Frédéric Rohrbach – Michel Moreau – Mme Céline Etoupe.

Il passe la parole à Mme Céline Etoupe, Municipale et future vice-syndic, pour la répartition des dicastères.

Dans un premier temps, Mme Céline Etoupe remercie les conseillères et conseillers pour la confiance exprimée dans les urnes. Elle donne ensuite la répartition des dicastères au sein de la future Municipalité :

M. Michel Moreau aura le dicastère des eaux, des fontaines communales, de la STEP, des égouts, de l'épuration, du Tourisme, du Parc Jura vaudois.

Mme Céline Etoupe sera à la tête des affaires sociales, des écoles, de la petite enfance, de la cantine scolaire, des patrouilleurs, du pédibus, de l'informatique communale, des relations avec les paroisses.

M. Laurent Pasche aura, quant à lui, la police des constructions, l'urbanisme, la protection civile, les routes, le déneigement, les transports publics, le service incendie, l'élégage des arbres et l'émondage des vignes.

M. David Mignot prendra le dicastère des bâtiments communaux, de la déchetterie, de la voirie, du cimetière, de l'éclairage public, du chauffage à distance (CAD).

M. Frédéric Rohrbach aura la charge des forêts, des pâturages et terrains communaux, de la Région de Nyon, de la police, des finances, de l'administration générale (gestion du personnel et représentation juridique de la commune incluses) ainsi que des relations avec le bureau du

499 Conseil. Il sera candidat au poste de syndic, élection qui se fera tacitement le 6 avril, sauf  
500 surprise de dernière minute. Cette information est accueillie par une salve d'applaudissements.

501 M. David Mignot, conseiller communal sortant et futur Municipal, remercie pour la confiance qui  
502 lui a été manifestée dans les urnes. Il fera tout son possible pour mener à bien cette nouvelle  
503 tâche.

504 M. Valentin Piaget annonce qu'en cas d'élection tacite du syndic le 6 avril, les cloches sonneront  
505 à midi. Par la même occasion, l'élection des suppléants, manquants pour le Conseil communal,  
506 se fera aussi tacitement si le nombre de candidats inscrits est inférieure à cinq.

507  
508 M. Alain Domenig, Syndic, remercie les municipaux sortants ainsi que la future Municipalité pour  
509 leur engagement. Il demande à l'assemblée d'agender la date du 19 juin pour la sortie de fin de  
510 législature du Conseil communal avec la Municipalité. Il remercie les personnes présentes pour  
511 la confiance accordée tout au long de la législature. Il y a encore du travail à accomplir, la  
512 commune est dynamique et vivante.

## 513 514 **BUREAU DU CONSEIL**

515  
516 • Nouveau Conseil Communal : 4 suppléants à trouver pour compléter le Conseil communal pour  
517 le mardi 6 avril à midi. Pour le moment l'élection est tacite donc pas de votation complémentaire  
518 le 25 avril, sauf retournement de situation de dernière minute.

519 • Installation du Conseil communal et des Autorités : le 16 juin 2021 (courrier suivra)

520 • Sortie de fin de législature : le samedi 19 juin 2021

521 • Date du dernier conseil : Mercredi 23 juin 2021

522 • Date des prochaines votations : Le dimanche 13 juin (5 objets fédéraux)

523 Ouverture du Bureau de vote (salle des Sociétés) de 10h00 à 11h00

524 Dernier relevé de la boîte aux lettres: 11h00

525 • Absence au conseil : l'annoncer par écrit à [bureau.conseil@saint-george.ch](mailto:bureau.conseil@saint-george.ch) au plus tard la  
526 veille de la séance. En cas d'urgence ou d'empêchement de dernière minute, le jour du conseil,  
527 appeler la Présidente au 078/801.39.79

## 528 529 **11. Propositions individuelles et divers**

530 Monsieur Daniel Mignot aimerait des précisions sur le devenir de sa proposition d'un jardin du  
531 souvenir. La commission ad'hoc va-t-elle se réunir avant la fin de la législature ?

532 Mme Céline Etoupe, Municipale, essaiera de la convoquer, si le temps le permet, pour établir le  
533 règlement du cimetière et y inclure la création de ce lieu de recueillement.

534 M. Philippe Germain, député et ancien syndic, donne des infos sur l'initiative du PLR concernant  
535 la répartition de la facture sociale entre les communes et le canton afin d'engager des  
536 négociations entre les deux parties. Cette initiative obligera le canton à faire un contre-projet ou à  
537 mettre cet objet en votation populaire. Il invite les personnes qui souhaitent soutenir cette  
538 proposition de signer l'initiative. Il en a déposé quelques exemplaires à l'entrée.

539 M. Kronegg demande si le système mis en place serait semblable à celui pour le financement de  
540 la police.

541 M. Germain explique qu'au début la répartition était 50/50, maintenant c'est 2/3 1/3. L'idée serait  
542 que le canton prenne à sa charge la totalité de la facture sociale et que les communes participent  
543 à celle-ci par un point impôt par exemple. Il faut instaurer un lien de confiance entre le canton et  
544 les communes. L'état doit tenir compte de l'avis des communes et entrer en discussion avec elles  
545 pour trouver une solution.

546 M. Christian Cauvin demande des éclaircissements sur la composition de la liste des candidats à  
547 l'élection du Conseil communal. Le système choisi cette année, composition de la liste par ordre  
548 alphabétique, ne défavorise-t-il pas les derniers candidats qui seront biffés si la liste ne comporte  
549 pas le nombre demandé de candidats éligibles ? Qui décide de la façon de faire ? Ne pourrait-on  
550 pas instaurer un mode de compensation pour rééquilibrer les chances d'éligibilité ?

551 Mme Mélanie Robellaz, Présidente du bureau de vote et du conseil communal, explique qu'il n'y  
552 a pas de formule idéale et que la décision du mode opératoire est prise par le bureau du conseil  
553 après délibération. Lors des élections de 2016 la liste avait été réalisée par tirage au sort,  
554 système qui avait aussi fait des mécontents. Il n'y a pas de système idéal. La solution vient de la  
555 façon de voter de nos concitoyens. Si l'électeur respecte les consignes de vote, en rouge au bas



de la liste, et retourne une liste comprenant le nombre exact de candidats, personne ne serait lésé. Il n'y a pas de système parfait. On fait au mieux. Le mode de dépouillement est quant à lui imposé par le canton. Il est le même dans toutes les communes.

M. Cyrille Hibert aimerait des précisions concernant la demande faite lors d'un précédent conseil concernant les nuisances sonores émises tout spécialement par un des modèles réduits de la société d'aéromodélisme. Une réglementation, à ce sujet, a-t-elle été mise en place ou pourrait-on en mettre une ? Il constate que ce genre d'engin dérange aussi les cavaliers dont les montures s'agitent lorsqu'ils sont survolés par ces engins.

M. Christian Cauvin, ancien membre fondateur de cette société, assure que si le cavalier et sa monture sont visibles, les pilotes font attention et évitent de les gêner en tournant en rond au-dessus de leur terrain. Malheureusement, ils ne peuvent pas être attentifs aux animaux qui viennent d'en bas, car ils ne sont pas visibles. Suite à des discussions avec les plaignants, ils ont décidé que seuls les modèles électriques, peu bruyants, voleraient le dimanche.

Mme Mélanie Robellaz encourage au dialogue, afin de faire prendre conscience aux intéressés que leur loisir génère des nuisances sonores désagréables et trouver des arrangements. Le règlement communal doit être pris en compte et respecté.

M. Amaury Annen compare le bruit de certains de ces engins à celui des tondeuses à gazon. Doivent-ils être soumis, à ce titre, au règlement de police limitant l'utilisation de ce genre d'engin à des moments précis, tout en faisant preuve d'une tolérance découlant du vivre ensemble ?

M. le Syndic signale qu'il n'y a pas de règlement spécifique concernant ce genre d'engin. On pourrait les astreindre au règlement de police sur les nuisances sonores, mais mieux vaut faire prévaloir le dialogue.

M. Olivier Fallet fait remarquer que c'est une chance, pour la commune, d'avoir des associations et des sociétés locales qui font vivre le village. Il tient à partager son sentiment de satisfaction pour le déroulement de ce conseil, riche en discussions et en débats qui ont permis de prendre de bonnes décisions.

M. Christian Cauvin a plusieurs autres suggestions :

- 1° mettre les PV des Conseils communaux sur le site internet de la commune.
- Suite aux diverses argumentations ce sera chose faite à l'avenir.
- 2° équiper le village d'un éclairage LED avec un système de diminution lumineuse à partir d'une certaine heure.

Le chemin du Crêt bénéficie déjà de cette technologie. L'éclairage du village sera progressivement remplacé par ce système.

Mme Yolande Morand-Conne signale que dans son quartier l'éclairage fonctionne un jour sur deux. L'obscurité n'est pas une solution optimale car elle est dangereuse.

M. Zeljko Bosnjak n'en avait pas connaissance mais ce n'est pas voulu. Il en prend note et fera le nécessaire pour y remédier. Il précise qu'une rencontre avec la Romande Énergie a eu lieu à ce sujet l'année passée. Dans un premier temps toutes les ampoules ont été remplacées par des ampoules de nouvelle génération. Il y a des éclairages LED équipés de capteurs diurnes et de capteurs de mouvements fonctionnant pendant une période définie. Il est aussi question de supprimer les câbles aériens en plusieurs étapes car c'est très onéreux.

M. Daniel Mignot aimerait savoir si le mur en face de la Place de la Poste, endommagé par un véhicule militaire il y a de cela six mois, va bientôt être mis en état ?

Les travaux ont pris du retard à cause de l'armée qui faisait obstruction, contestant les devis. Les travaux vont être faits sous peu par l'entreprise Barbey.

M. Christian Cauvin aimerait prendre connaissance de l'avancée du dossier du local d'accueil des jeunes préconisé dans le rapport de la commission de gestion et finances lors du vote pour l'engagement d'un travailleur social. Est-ce que la commune a pu mettre à disposition un local pour les jeunes comme l'a demandé la commission.

L'ancien local des jeunes a été fermé. Pour le maintenir, il aurait fallu engager un éducateur pour le gérer ce qui était trop coûteux pour notre petite commune. Ce dernier a été attribué à la bibliothèque. Quant au poste d'éducateur de proximité, il sera repris par Mme Strübli en lieu et place de M. Siro Balestra qui s'occupera uniquement de Terre Sainte. Mme Strübli viendra se présenter au conseil du mois de juin si c'est possible. La commune de Bassins a mis à la disposition des jeunes, gratuitement, la salle de gym tous les mardis soir. Pour répondre



précisément à la question de M. Cauvin, en raison du COVID-19 la création de ce lieu n'a pas été possible et surtout aucun local n'est disponible pour le moment. Le dossier va être repris et les termes de la commission de gestion seront étudiés ce qui déterminera la suite à donner à ce projet.

Au nom de la commission de gestion et finances, M. Frédéric Oulevey précise que celle-ci ne peut que suggérer, mais elle n'a pas la compétence de décider ni d'imposer quoi que ce soit à ce niveau-là. Il n'y a aucune contrainte dans les propos tenus dans un rapport. A sa souvenance, il n'y avait pas de local dédié au travailleur de proximité. Un retour aux sources s'impose, car cette exigence, si elle a été émise, est passée aux oubliettes.

M. le Syndic signale qu'il aurait fallu que la commission de gestion et finances rédige un amendement signé par cinq conseillers et accepté par vote par le conseil pour être annexé au préavis.

Après consultation du dit rapport sur le site internet de la commune Mme Etoupe nous relit le passage concerné : « La commission encourage notamment la Municipalité à développer une politique de la jeunesse, en soutenant les autres activités sportives, associatives ou culturelles en faveur des jeunes. La pertinence d'un lieu de rencontre, pour tous les jeunes, devrait être prise en considération ». La salle de gym étant libre, elle pourra être mise à disposition. L'automne passé, un jeune aidé par ses camarades, a préparé un règlement avec le travailleur social pour des activités en salle telles que le basket et le foot, le mercredi soir après le foot des petits. Leur demande avait été acceptée. Les contraintes sanitaires liées au COVID19 ont empêché de mener à bien ce projet. Ce n'est que partie remise... Un autre projet est en route pour des activités culturelles, à Pâques, si les mesures sanitaires le permettent.

Mme Yolande Morand Conne signale des dégâts causés aux cases postales. Les tensions entre la Poste et le bureau postal de Saint-George empêchent toute action auprès de l'entreprise de la Poste à ce sujet, car cette dernière remet en question l'existence de notre bureau de poste. Peut-on le soutenir pour qu'il puisse vivre ?

M. le Syndic encourage tous les habitants à aller dans cette direction. Les offices postaux sont voués à disparaître sans aucun discernement. Une pétition de soutien circule pour celle de Gimel, menacée elle aussi de disparition. Il faut se mobiliser pour qu'elle reste ouverte en signant cette dernière. Mme et M. Pralong sont des exploitants indépendants et la Poste n'a aucun égard envers eux. Elle est en train de renégocier ses conditions. La commune peut les aider à survivre en allégeant les loyers. Région Nyon est entrée en matière pour qu'on puisse y implanter un point i (point info tourisme), avec du personnel faisant la promotion de notre patrimoine. Actuellement, nous avons seulement des prospectus sur un présentoir. Nous avons beaucoup de choses à faire valoir. Nous sommes en tête de plusieurs lignes de bus. Notre commune est à une des extrémités du district que l'on vienne de La Vallée, d'Aubonne ou de Begnins. On pourrait envisager de mettre les cases postales à l'extérieur ce qui permettrait de fermer la salle d'attente à clé. Mais ce n'est pas le moment de le faire car on encourrait un risque de fermeture.

La parole n'étant plus demandée, Mme Mélanie Robellaz remercie Mme la Municipale, MM. les Municipaux, pour le travail accompli ainsi que Mmes et MM. les Conseillers pour leur participation active aux différents débats et pour leurs réflexions. Elle souhaite à toute l'assemblée une agréable fin de soirée et de bonnes fêtes de Pâques.

Elle clôt la séance à 23h05.

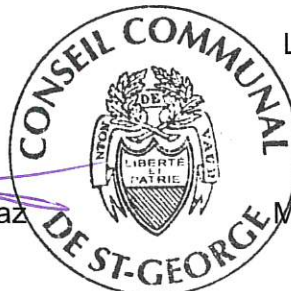
#### Bureau du Conseil communal

La Présidente

La Secrétaire

Mélanie Robellaz

Marylise Humbert



Saint-George, le 31.03.2021

Conseil Communal du 31.03.2021